

INTERNATIONAL

FORUM

Patrons et politiques nouent un nouveau dialogue global à New York



L'ancien organisateur de Davos, Richard Attias, lance son « **NEW YORK FORUM** » 100% BUSINESS, et tourne la page de ses projets contrariés par la crise à Dubai.

PAR ÉRIC CHALMET, À NEW YORK

Le « nouveau bébé » de Richard Attias naîtra ce mardi à New York. Deux ans après avoir coupé les ponts avec PublicisLive avec qui il organisait le Forum de Davos, l'homme d'affaires marocain qui a « vécu dans dix pays et probablement travaillé dans cinquante » lance son nouveau rendez-vous international : le « New York Forum » qui pendant deux jours réunira 510 dirigeants d'entreprises (Citigroup, Alcatel-Lucent...), économistes illustres (Edmund Phelps, Glenn Hubbard), décideurs politiques (Christine Lagarde, Michael Bloomberg...) et représentants de puissants fonds souverains.

« Si je devais le résumer, je dirais qu'il s'agit d'un appel à l'action », affirme Richard Attias afin de distinguer son sommet de celui de Davos qu'il a organisé pendant treize ans. Dans le contexte de crise actuel, « mon ambition est que les participants se quittent en ayant répondu aux questions suivantes : que doit-on faire pour stimuler la création d'emplois ? Comment peut-on avoir une régulation (financière) efficace ? Comment restaurer la confiance du public envers les milieux d'affaires ? ».

« Davos est un formidable forum, avec des thématiques de réflexion comme le changement climatique ou des sujets religieux », consent le responsable. Mais le « New York Forum » sera « consacré à 100 % au business » et constituera la première réunion de ce genre « s'étant fixée pour mission de proposer des solutions » aux problèmes nés de la crise. A l'issue de ce rendez-vous que Richard Attias espère renouveler chaque année à New York, un document de synthèse

sera remis au Premier ministre canadien, Stephen Harper, pour être présenté au sommet du G20 qui doit avoir lieu les 26 et 27 juin à Toronto.

■ « DIALOGUE POUR L'ACTION »

« Il est important que les solutions soient trouvées dans la ville d'où a émergé le problème », insiste le responsable, qui après avoir déjà séjourné à New York après les attentats du 11 septembre 2001 puis en 2005, s'est installé dans la Grosse Pomme voilà un an et demi. « Je suis fasciné par l'énergie et la capacité à rebondir de la ville », explique Attias. Avec le « New York Forum », il réalise lui aussi un « come-back ». Après

son départ de PublicisLive, l'homme d'affaires a vécu à Dubai où il a dirigé une société publique d'organisation de grands événements, une activité dans laquelle il a vingt-cinq ans d'expérience. Mais la crise qui a rattrapé l'émirat a poussé Richard Attias à s'engager dans une nouvelle aventure : la création à New York de l'agence, « The Experience ». Dès le lendemain du Forum, cette société lancera le « Dialogue pour l'action », une réunion internationale dont sa femme Cécilia, l'ex-épouse de Nicolas Sarkozy, a eu l'initiative pour contribuer à résoudre des problèmes tels que la discrimination dont souffrent les femmes à travers le monde. ■

FLASH INTERVIEW



RICHARD ATTIAS
Président de l'agence « The Experience » qui lance le « New York Forum ».

« Les patrons proposeront leurs solutions anticrise. »

Pourquoi organiser un forum économique de plus ?
« Pour permettre aux chefs d'entreprise de proposer leurs solutions à la crise. Depuis qu'elle a éclaté, les gouvernements ont essayé de la résoudre, mais on a rarement entendu les entrepreneurs s'exprimer ».

Comment ce lancement a-t-il été accueilli ?
« Au-delà de mes espérances ! Nous avons dû fermer les inscriptions et nous attendons 510 participants dont 310 dirigeants d'entreprise. Le milliardaire mexicain Carlos Slim a confirmé sa présence, ainsi que Vikram Pandit, le patron de Citigroup, et Rupert Murdoch, celui de News Corp. Ils apportent leur caution à cette première édition et valident la cause du forum ».

Pourquoi avoir invité des politiques ?
« Christine Lagarde apportera la voix de l'Europe alors que la France prendra prochainement la présidence du G8 et du G20. Quant à Michael Bloomberg, après un beau parcours de chef d'entreprise, il est le maire d'une ville clé pour la finance. Pour la clôture, se joindront à eux Luis Alberto Moreno, le président de la Banque Interaméricaine de Développement et Elie Wiesel, qui incarne la vie et l'espoir ».

PROPOS RECUEILLIS PAR E.C., À NEW YORK

ROYAUME-UNI

La Grande-Bretagne craint un retour de la récession

Certains économistes redoutent que le **BUDGET D'AUSTERITÉ** présenté mardi ne fasse replonger l'économie du pays.

ALORS QU'UN BUDGET de rigueur pour les quatre prochaines années va être présenté ce mardi en Grande-Bretagne, le débat fait rage : ces mesures vont-elles faire replonger l'économie britannique en récession ? Cette année, la croissance devrait tout juste atteindre 1 %. Dans ces conditions, la Grande-Bretagne peut-elle faire face à des coupes budgétaires et des hausses d'impôts qui pourraient atteindre 5 à 6 points de PIB d'ici à 2014 ?

Le nouveau gouvernement britannique affirme que ne rien faire serait la pire des solutions. « Le principal risque pour l'économie britannique actuellement est celui de la dette, estime George Osborne, le chancelier de l'Echiquier. Nous ne pouvons pas repousser notre décision. » Selon lui, s'il laissait filer le déficit (qui était de 11,1 points de PIB en 2009-2010), les investisseurs risqueraient de se détourner des bons du Trésor britanniques propulsant les taux d'intérêt à long terme vers des sommets.

■ VERS UNE DOUBLE RÉCESSION

David Blanchflower, ancien membre du comité monétaire de la Banque d'Angleterre, rejette en bloc cette vision. « Vous ne pouvez pas décimer le secteur public et penser que le secteur privé prendra tout simplement le relais. Il est maintenant certain que nous allons vers une double récession ».

Son discours fait écho aux inquiétudes de Barack Obama,

qui a publié vendredi une lettre ouverte aux pays du G20. « Nous avons travaillé exceptionnellement dur pour restaurer la croissance. Nous ne pouvons pas la laisser s'affaiblir maintenant. »

Pour Ray Barrell, économiste au NIESR (National Institute for Economic and Social Research), le problème n'est pas seulement la vitesse à laquelle le gouvernement entend réduire les déficits mais également la façon dont il compte s'y prendre. Une hausse des impôts serait, selon lui, moins pénalisante pour la croissance qu'une baisse des dépenses publiques (particulièrement si le nombre de fonctionnaires est réduit). Or, George Osborne a indiqué que 80 % de la baisse des déficits serait le fait de la réduction des dépenses publiques et 20 % seulement de la hausse des impôts.

Le chancelier de l'Echiquier semble toutefois s'être accordé des marges de manoeuvre sur le rythme de réduction des déficits. Interrogé sur les risques d'une nouvelle récession, George Osborne a précisé que le budget qu'il présentera mardi « se déroulera sur l'ensemble du mandat parlementaire (cinq ans). Cela ne sera pas mis en place en un jour ou un mois. Une façon de dire, peut-être, que la rigueur sera bien au rendez-vous... mais qu'elle ne commencera vraiment que l'an prochain, voire les années suivantes.

ERIC ALBERT, À LONDRES

EN BREF

ACCORD SUR LA CRÉATION DU PREMIER SERVICE DIPLOMATIQUE EUROPÉEN

Le tout premier service diplomatique de l'UE va pouvoir être mis sur pied après un accord conclu lundi. Le « Service européen d'action extérieure » (SEAE), une innovation du traité de Lisbonne, devrait fonctionner vers la fin de l'année sous l'autorité de la chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton. Il doit rassembler des fonctionnaires dépendant jusqu'ici de la Commission européenne, du Conseil de l'UE, ainsi que des diplomates nationaux.

LE JAPON REPOUSSE À PLUS TARD UNE HAUSSE DE LA TVA



Le Premier ministre japonais Naoto Kan (photo) a prévenu lundi qu'une hausse de la TVA visant à réduire les déficits n'interviendrait pas avant « deux ou trois ans ». Le chef du gouvernement de centre-gauche souhaite ouvrir un débat national sur l'augmentation de cette taxe aujourd'hui fixée à 5 %, sitôt passées les élections sénatoriales du 11 juillet.

WASHINGTON SALUE L'ÉLECTION DE JUAN MANUEL SANTOS À LA PRÉSIDENTIE DE LA COLOMBIE

Les États-Unis ont félicité lundi Juan Manuel Santos pour sa victoire (69 % des voix) à la présidentielle en Colombie appelant à un renforcement de la coopération entre les deux pays. Depuis l'an 2000, la Colombie a reçu 6 milliards de dollars des États-Unis, dans le cadre d'un plan de lutte contre les guérillas et le narcotraffic.